

QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL OU VILLE D'HABITATS POPULAIRES ?

À propos du « cas » Rezé...

par Jacques Lamy *

L'absence de centre-ville à Rezé (1), cette banlieue qui fait face à Nantes de l'autre côté de la Loire, n'est pas une erreur urbaine. Elle résulte de la géographie et de l'histoire : une structuration en quartier avec des répercussions fortes (2). Ainsi l'opposition entre relégation dans des quartiers lointains et centralité de quartiers riches existe peu (3). Chaque quartier dispose ou tend à disposer, au fur et à mesure des mandats municipaux, de son école, de son gymnase, de ses espaces verts, de sa crèche, de son centre socioculturel...

La conséquence en est une conception « républicaine » de l'espace : un m² dans un quartier vaut un m² dans un autre quand il s'agit d'aménagement ou d'espace public. Un égalitarisme né dans les solidarités ouvrières qui trouvèrent refuge sur cette terre séparée de Nantes, de ses chantiers et de ses armateurs, par la Loire. La géographie, c'est aussi du symbole. Ici, l'éducation populaire a joué un rôle considérable. Et l'éducation est restée une priorité. Les nouveaux venus réinvestissent les traditions locales et prolongent des solidarités qui ont cimenté et cimentent encore les populations antérieures : Rezé compte encore la plus grosse Amicale laïque du département.

Depuis la Révolution, les quartiers font loi. Solidarité pendant les guerres de Vendée, mais aussi coalition ou volonté de sécession quand certains ont voulu leur autonomie ou leur rattachement à Nantes. Autrefois, pas de constitution de liste municipale sans des équilibres représentatifs des populations des quartiers. Aujourd'hui, le dispositif de proximité « élus de quartier » poursuit le phénomène. La mémoire toujours vive de ce qui peut menacer la représentation politique la rend plus réactive, y compris quand la construction de l'intercommunalité la ravive. Et la dimension « quartier » accroît la revendication à l'égalité de traitement, oblige à l'arbitrage constant et impose la justification des choix structurants. On reconnaîtra, là, un modèle assez proche du fédéralisme.

Moins connue, la mixité socio-urbaine du grand quartier du Château, construit dans les années 1960, a été organisée dès l'origine : les 1 500 appartements ont été répartis par moitié entre locatif et accès à la propriété. Une décision du maire de l'époque qui aura sauvé ce quartier de barres et de tours d'un sort difficile. Aujourd'hui, les 17 % de logements sociaux de la commune sont répartis partout. Cette mixité reste une règle intangible pour les nombreuses opérations en cours qui ont mission d'opérer le rattrapage pour atteindre les 20 %.

* Directeur
du Service
Communication-
démocratie locale,
Rezé

(1) 37 200 habitants, deux quartiers prioritaires en Politique de la ville et une Zone urbaine sensible. Niveau de richesse faible, tant pour le revenu moyen imposable des ménages que pour le déficit d'emplois sur place ; baisse ces dernières années des délits constatés. Données INSEE-RGP 1999 et INSEE estimations 2004, Statistiques police 2005.

(2) La ville s'est constituée par le rassemblement de nombreux lieux-dits à fortes traditions : ligérienne (villages de pêcheurs), commerçantes (grossistes et professions libérales) et rurales (maraîchage et agriculture). Mais ce triptyque à la Georges Dumézil a été bousculé par deux fois. D'abord par la vague de peuplement d'après guerre (1950-1975), puis de nouveau par l'accroissement et le renouvellement de la population (+ 2 000 hab. en 5 ans) autour des années 2000. La ville est structurée en sept quartiers identifiés d'environ 5 000 hab. en moyenne.

(3) Le plus célèbre exemple est celui de la Maison radieuse de Le Corbusier. Le mélange initial des ménages ouvriers et des classes moyennes se poursuit sous une autre forme : désormais près de la moitié des appartements sont occupés par des propriétaires, sans que cela ait mis à mal l'esprit initial : vie associative intense et maternelle sur le toit.



Jouer collectif

« Pour créer un climat favorable à la participation des habitants, l'échelon communal peut être incitatif à plusieurs niveaux. Pour beaucoup de personnes en situation de rupture et de solitude, les mutations de la société sont douloureuses. Avec les associations de solidarité, nous avons transformé en partie l'aide alimentaire pour créer des structures d'accompagnement (épicerie sociale et ses ateliers, théâtre, chantiers d'insertion) dont la mission est d'aider les bénéficiaires à retrouver l'autonomie.

Notre intervention vise aussi la convivialité pour retisser du lien. Nous avons créé une fête des couleurs. Chaque quartier est doté d'une couleur. Aux habitants de la faire vivre sur sa maison, sa cage d'escalier, sa façade d'immeuble, avec son association ou son école... Cela se poursuit par des repas de rue. Et cela s'achève par la réunion des quartiers en musique. Le résultat est perceptible : moins d'anonymat, moins de solitude, moins de sentiment d'insécurité, une meilleure aptitude à être urbain, dans les deux sens de ce mot.

Le troisième niveau d'intervention concerne l'exercice de la citoyenneté en dehors des échéances électorales. Nous avons une large palette de lieux et de moments de rencontres. Y compris des conseils de quartiers. Dans ces démarches, tous les quartiers, en politique de la ville ou pas, sont mobilisés.

Jouer collectif, c'est aussi faire vivre des partenariats entre institutions. Nous n'avons pas de police municipale, mais un partenariat très construit avec la police nationale, les médiateurs et l'ensemble des intervenants auprès des jeunes et des familles. Ainsi, nous savons assez vite à quel niveau du conflit nous en sommes et qui doit intervenir. Le rôle du maire n'est pas d'être un shérif, mais sa place est centrale pour coordonner.

Ainsi, j'attends beaucoup du dispositif de réussite éducative pour décloisonner les institutions intervenantes sur la ZUS. La déontologie professionnelle ne doit pas servir de barrière, mais construire une intervention globale cohérente pour faire bouger les situations. »

Gilles Retière
Maire de Rezé

De commissions en réunions publiques, la consultation des habitants a pris forme très tôt, avec la création d'un des tout premiers « Conseils économiques et sociaux communaux » en 1992. De nombreuses instances ont suivi, jusqu'à l'ouverture récente d'une Maison des projets. Mais la participation des habitants ne s'arrête pas aux instances mises en place par la municipalité. Trois quartiers au moins ont leur association de défense parallèle aux conseils de quartier. Une association d'habitants a mis en échec bailleurs et opérateurs de téléphonie qui ont installé des antennes sur leurs immeubles. C'est la règle de la confrontation. Parfois bruyante, elle oblige cependant à davantage de pédagogie, à un partage de savoirs sur la chose publique.

En conclusion, ce qui apparaît particulier à Rezé, c'est à la fois le nombre des éléments de structuration originaux et leur permanence dans le temps (4). Déterminante, l'absence de centre-ville aura évité une hiérarchie des espaces, des financements, des

(4) L'ouverture au monde est un autre axe qu'on ne peut développer ici.

Jumelages-coopérations avec Villa el Salvador au Pérou, avec Diawar au Sénégal... soutien annuel aux enfants sahraouis, accueil systématique dans les familles d'équipes étrangères lors des tournois sportifs, forte implication dans le commerce équitable..., ces démarches instituent du projet contre les dynamiques de repli.



comportements. Cette disposition urbaine a mis en partie en échec, au moins sur la commune, la logique de ghetto décrite par Éric Maurin (5). Quand de futurs habitants interrogent sur les quartiers à éviter, aucun ne peut être indiqué à coup sûr...

La densité d'équipements, leur proximité, l'importance de la structuration associative et de l'initiative politique ont créé un maillage très dense. Il semble avoir répondu à l'intégration de la nouvelle vague de peuplement (6). Reste à vérifier que ce maillage soit suffisant pour faire face aux solitudes, pour contrebalancer les tendances lourdes à l'œuvre dans la société. Car la dynamique des quartiers reste ambivalente et peut aussi nourrir des volontés d'entre soi. Dans le mouvement actuel de peuplement, et en raison du rapprochement rapide du centre de Nantes avec l'aménagement de l'Île de Nantes, le risque de captation de territoire par des populations à fort capital culturel ou à pouvoir d'achat élevé est réel en raison de la pression immobilière. La Loire n'est plus une protection !

(5) *Le Ghetto français*, Éditions de la Découverte, 2004. Voir sa présentation comme « Livre du trimestre », *Economie & Humanisme* n° 371, déc. 2004.

(6) Sondages TMO, 1992, 1999 et 2005. INSEE 2004.

Jacques Lamy

Incivilités, conflits : pas de fatalité

À la cité du Génétais, dans le quartier de Ragon, la présence du Centre socioculturel et d'éducateurs de prévention permet de faire évoluer certaines choses. Pierre Talon, habitant du quartier depuis douze ans, fort d'une « vie militante » à la CGT, se veut optimiste : « le quartier va changer de mentalité, les gens vont se rapprocher les uns des autres. » Il note déjà « une grosse amélioration au niveau des jeunes, alors qu'à une époque ce n'était même plus vivable. » Un collectif informel d'habitants est né en 2005, et a obtenu l'aménagement de jeux de boules. « On est huit. On espère être une quinzaine d'ici peu. Les jeunes commencent à s'y intéresser. »

Un constat partagé par Pascal Nauleau, coordinateur de l'ARPEJ (Association Rezéenne Pour l'Enfance et la Jeunesse) sur le quartier : « Il y a trois ans, la mairie et le CLPS nous ont demandé de délocaliser une partie de nos activités ici, suite à des incidents et des incivilités. » Deux ateliers hebdomadaires pour les jeunes se sont formés autour des thèmes de l'ouverture sur l'extérieur et de l'amélioration du cadre de vie. Un noyau dur de filles de 11-13 ans a fait évoluer un projet, de la difficile lutte contre les déjections canines à la pose de jeux pour les petits. Financé par la Ville, cet espace sera aménagé dans les prochains mois. « Il fallait rétablir l'image des institutions par des actes », soutient P. Nauleau. Conscient de la fragilité des évolutions, il apprécie la nouvelle « implication de certains parents, qui deviennent un peu des intermédiaires. On assiste à la mise en place d'une véritable participation des habitants, enfants et adultes. » Comme un symbole, le collectif d'adultes et le groupe de jeunes se sont réunis pour évoquer la cohabitation sur le terrain de jeux qui sera bientôt mis à leur disposition.

Thierry Goussin